

Veganomics : une approche économique du véganisme

16 avril 2019

Nicolas Treich (Inra) consacre un document de travail à l'analyse économique du véganisme, ce terme désignant pour lui « tous les comportements visant à modifier (et pas seulement éliminer) l'utilisation ou la consommation d'animaux pour des raisons morales ». Ce sujet était jusqu'alors peu abordé par l'économie, discipline où « seul le bien-être des humains compte ».

L'auteur aborde en premier lieu les marchés de la viande, avec la montée en puissance des régimes végétarien et végan, montée cependant limitée par la persistance des habitudes alimentaires. Il analyse ensuite les externalités négatives de l'élevage (pollution, déforestation, santé) et les instruments habituellement promus par les économistes pour les internaliser (principe pollueur-payeur, taxes, etc.). Selon N. Treich, la théorie économique ne s'intéresse aux conditions d'élevage que pour autant qu'une demande sociale existe, traduite en « consentement à payer ». Des études montrent que celui-ci est assez élevé, en tout cas dans les déclarations faites par les consommateurs, surtout pour des produits issus de meilleures pratiques, mais les labels valorisant le bien-être animal ne constituent encore qu'une faible part du marché.

Pour dépasser ce cadre classique, l'auteur souligne les défis posés par une économie « non-anthropocentrique ». La pondération entre utilités des humains et souffrance des animaux est particulièrement délicate. L'approche comportementale met en évidence des biais cognitifs (« mauvaise foi », aveuglement sur les conditions de production), les informations étant par ailleurs souvent contrôlées par les groupes d'intérêt liés au secteur de la viande. Sur cette base, N. Treich discute l'efficacité des stratégies des associations de protection animale pour sensibiliser l'opinion publique.

Enfin, il esquisse une réflexion prospective autour de trois scénarios : 1) polarisation entre classes, le maintien d'une consommation de viande toujours moins chère devenant un « marqueur social », 2) régulation des externalités de l'élevage, renchérissement des produits carnés et montée du flexitarisme, et 3) « véganisation » de l'ensemble de la société – un scénario que des alternatives telles que la viande *in vitro* pourraient soutenir.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : [Toulouse School of Economics](#)